



Séminaire de recherche – 2010-2011

Territoires et conflictualités
dans les sociétés vitivinicoles des XIXe-XXe siècles

Journée d'étude

Conflictualité et construction territoriale : la compréhension par l'événement

Le vin et la République

mercredi 27 janvier 2010

14 heures - Salle Georges Chevrier
(Bâtiment Droit-Lettres – 3^e étage)

Programme

Accueil des intervenants – Jocelyne PERARD (Responsable de la Chaire UNESCO « Culture et Traditions du Vin de l'Université de Bourgogne) et Serge WOLIKOW (Directeur de la Maison des Sciences de l'Homme de Dijon)

Introduction problématique du séminaire : « Le vin et la vigne un enjeu politique majeur sous la 3^e République ? » - Serge WOLIKOW (Professeur à l'Université de Bourgogne).

- *Présentation de l'ouvrage « Vin et République »*
- « *Les Chambres de Commerce du Languedoc face à la question viticole* », Philippe LACOMBRADÉ (Université de Montpellier III)
- « *La mémoire de 1907 dans la culture communiste ou les usages politiques du passé* », Jean VIGREUX (Professeur à l'Université de Franche-Comté)
- « *Étienne Camuzet, un parlementaire bourguignon au cœur des stratégies politiques vitivinicoles nationales et locales du début du XX^e siècle* », Olivier JACQUET (Université de Bourgogne)

Présentation générale

Au cœur de l'étude des mondes vitivinicoles et des dynamiques qui les animent, l'analyse des rapports établis entre les acteurs composant la réalité perçue des équilibres sociaux propose d'approfondir la question de la place du politique dans la mise en ordre des territoires contemporains du vin.

Cette approche centrale fondée sur une forte mise en perspective des enjeux de pouvoir et des rapports de force établis entre des acteurs individuels, des groupes d'intérêt constitués ou des corps intermédiaires s'attache à dépasser les cadres traditionnelles de l'analyse par secteurs pré-configurés pour mieux percevoir et comprendre les logiques sociales globales à l'origine des mutations engendrées.

Dans cet objectif, le terrain d'observation vitivinicole et les mondes économiques et sociaux qu'il recouvre offrent un champ d'analyse exceptionnel marqué depuis plus de deux siècles par des mutations hors du commun révélatrices de processus profonds. Cette orientation de l'analyse en direction de l'étude des conflits et des conflictualités comme expressions et éléments de compréhension des mutations à l'œuvre s'inscrit dans des territoires politiques, économiques, sociaux très féconds où les discours dominants rejettent les schémas d'affrontement pour les convertir en consensus sur l'ordre social établi, renvoyant souvent les conflits hors du champ d'analyse.

A cet égard, la période couverte (XIXe-XXe) est traversée par des bouleversements sans précédent qui seront abordés dans une constante perspective de déconstruction des logiques de pouvoir, du champ local aux échelles régionale, nationale et internationale. Il s'agit de comprendre comment l'extension des conflits d'intérêt locaux et les lignes de clivage les plus fines, imbriquées dans une superposition de réseaux et de contextes entremêlés, conditionne l'émergence de politiques qui répondent à leur tour à des configurations et des équilibres locaux qu'elles cautionnent ou contrarient.

A travers ces différentes échelles d'observation, il s'agit donc d'entrevoir et de comprendre la réalité des rapports de force, les négociations, le rôle de chacun des acteurs, réels ou perçus, les stratégies opérées, les trajectoires individuelles ou collectives, etc. L'objectif est de couvrir l'espace politique et social des mondes du vin à travers les dynamiques du changement social, de l'adaptation, de l'innovation, etc. Cette perspective s'appuie sur une démarche comparative en mettant l'accent sur les processus de légitimation et de régulation qui sont à l'œuvre, les rapports sociaux verticaux et horizontaux, les rapports aux pouvoirs, rapports aux élites. Il s'agit donc de questionner l'autonomie des acteurs (espace des possibles), la délimitation des champs de pouvoirs, les modes de contestation. On s'interrogera également sur les éventuelles concurrences de légitimités, les formes de pluralité et de conflictualité interne et externe (processus extérieur à un champ initial défini), les modes de gestion des conflits.

Ouverte sur un champ d'analyse large la conflictualité politique et sociale permet de faire varier les échelles d'analyse, conflictualités politiques, économiques, sociales, conflictualités spatiales, culturelles, identitaires, historiques, en mobilisant les différentes échelles locale, nationale et internationale.

La réflexion proposée s'appuie sur un premier volet porté par l'entrée sur l'événement du soulèvement du Midi viticole en 1907, marqueur politique et social de l'entrée des sociétés vitivinicoles dans le nouveau siècle (séance du 27 janvier 2010).

Elle est prolongée par un second temps d'étude ouvert sur la question de la mise en ordre des territoires du vin et de la capacité de sociétés rurales complexes à convertir la légitimité de ses intérêts en règles et en normes (séance du 24 mars 2010).

Présentation de la journée d'étude

Conflictualité et construction territoriale : la compréhension par l'événement **Le vin et la république**

La réflexion sur le temps long implique la prise en compte d'événements « marqueurs » révélant la complexité des combinaisons à l'œuvre, les pouvoirs, les conflits d'intérêt et les rapports de force engagés. Dans cette perspective, l'événement du soulèvement du Midi viticole en 1907 représente un moment privilégié d'affrontement, exprimant la complexité des mondes ruraux vitivinicoles, des choix politiques adoptés pour conjurer la révolte, des logiques mobilisées relayant le local et le national pour conforter l'amorce d'un processus inédit en faveur d'un nouvel ordre social.

Au mois de juin 1907, la mutinerie puis la reddition du 17ème régiment d'infanterie à Agde, l'arrestation du docteur Ferroul, les grandes manifestations de Montpellier, de Perpignan ou de Narbonne, le phénomène de démissions des élus locaux (conseillers municipaux, généraux et d'arrondissement) mais aussi le vote de la loi du 29 juin contre la fraude constituent le point d'orgue du mouvement de révolte viticole et de revendications sectorielles du Languedoc méditerranéen depuis le printemps 1907 .

Cent ans après, la publication des Actes du colloque organisé conjointement par le Comité d'Histoire Politique et Parlementaire (CHPP), les centres de recherche des universités de Montpellier III et de Montpellier I ainsi que le Comité Jean Jaurès nous offre l'opportunité de revenir sur la portée de cet événement par la mobilisation de regards historiques contemporains.

Questionnement

Perçue comme un véritable modèle de mobilisation paysanne, la révolte viticole de 1907 interroge en effet, à travers ses modes d'action, les revendications et l'idéologie portées par ses différents acteurs (personnage emblématique et/ou structures mobilisatrices). Au-delà de ces questionnements « contestataires », c'est bien la réaction du monde politique tant national que local qui doit être appréhendé tant les rapports qui unissent le vin et la République semblent être structurants dans le régime politique républicain.

Si les événements de 1907 resteront naturellement au centre de la célébration de ce centenaire, l'optique envisagée se veut résolument pluridisciplinaire et comparative tant dans l'espace que dans le temps. Il s'agit à la fois de rendre compte des spécificités du « modèle » languedocien, souvent appelé Midi rouge, mais aussi et surtout d'interroger sa postérité et son exemplarité à l'échelle du siècle et du cadre national voire international.

